Catalogue 11-001F (English 11-001E) ISSN 0380-6103

Le Quotidien

Statistique Canada

Le mercredi 29 mars 2000
Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Bilan des investissements internationaux du Canada,** 1999 — 2
  Le passif international net du Canada a diminué pour se situer à 300 milliards de dollars à la fin de 1999 et a ainsi repris sa tendance à la baisse commencée en 1995. En 1999, pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, le Canada a diminué son passif international; l'actif international du Canada n'a augmenté que très faiblement.

- **Comptes du bilan national,** 1999 — 5
  En 1999, la valeur nette nationale s'est accrue à un rythme de 5,5 % pour atteindre 3,0 billions de dollars. Il s'agit du rythme le plus élevé en dix ans.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Assurance-emploi, janvier 2000 — 8

Emploi, rémunération et heures de travail, janvier 2000 — 9

Production et écoulement des produits du tabac, février 2000 — 11

Enquête nationale sur la santé de la population — 12

Revue des céréales et des graines oléagineuses, janvier 2000 — 12

Stocks de viande congelée, mars 2000 — 12

Voyages aériens entre le Canada et les États-Unis et à l'intérieur du Canada, 1998 — 12

Estimations régionales des ventes du commerce de détail, 1997 — 12

Chargements ferroviaires, période de sept jours se terminant le 14 mars 2000 — 13

NOUVELLES PARUTIONS — 14

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

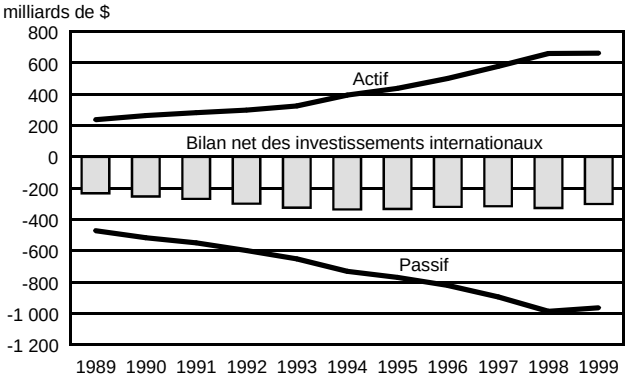
Bilan des investissements internationaux du Canada
1999

Le passif international net du Canada – la différence entre l'actif et le passif envers les non-résidents – a diminué en 1999 pour la quatrième fois au cours des cinq dernières années.

À la fin de 1999, le passif international net du Canada s'établissait à 300 milliards de dollars, en baisse de 7,9 % par rapport au chiffre de 326 milliards de dollars enregistré à la fin de 1998. Un actif international de 664 milliards de dollars et un passif international de 964 milliards de dollars expliquent cette position nette.

Cette diminution a ramené le passif international net en proportion du produit intérieur brut à 32 %, son pourcentage le plus bas enregistré depuis 1977 alors qu'il était à 31 %.

Bilan des investissements internationaux



Pour la première fois en 60 ans, le passif international du Canada a diminué

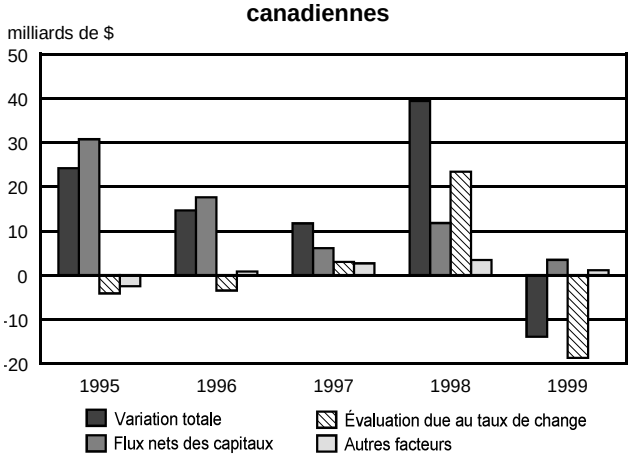
Pour la première fois en 60 ans, le passif international du Canada a diminué en 1999 de 2,2 % pour s'établir à 964 milliards de dollars. Les résidents étrangers ont diminué considérablement leurs placements étrangers en titres de portefeuille canadiens et en dépôts dans des banques canadiennes, mais ont augmenté leurs investissements directs au Canada.

Première baisse de la valeur des avoirs étrangers d'obligations canadiennes depuis les années 1950

Les résidents étrangers ont diminué de près de 29 milliards de dollars leur dette de portefeuille, c'est-à-dire près de 15 milliards de dollars en effets à court terme et près de 14 milliards de dollars en obligations canadiennes. C'est la première fois depuis les années 1950 que les non-résidents diminuent leurs avoirs en obligations canadiennes. Cependant, avec un portefeuille de 393 milliards de dollars, ces obligations représentaient tout de même 41 % des investissements étrangers au Canada à la fin de 1999.

La baisse a été attribuable entièrement aux obligations des provinces et de leurs entreprises. Par ailleurs, les non-résidents ont continué d'augmenter leurs avoirs en obligations des sociétés. Étant donné que ces dernières ont surtout été émises en devises étrangères, les répercussions en dollars canadiens ont été réduites à cause de l'appréciation de notre devise.

Facteurs expliquant la variation des obligations canadiennes



La croissance des investissements directs étrangers au Canada dépasse celle des investissements directs canadiens à l'étranger

Pour la première fois depuis 1992, les investissements directs au Canada ont progressé à un rythme supérieur à celui des investissements directs canadiens à l'étranger.

En 1999, les investissements directs étrangers au Canada se sont accrus de près de 9,5 % pour

s'établir à 240 milliards de dollars. Pour leur part, les investissements directs canadiens à l'étranger ont augmenté de 4,5 % pour s'élever à 257 milliards de dollars, en dépit d'un recul de 8 % de la valeur attribuable à l'appréciation de la devise.

La croissance du passif sous forme d'investissements directs au Canada est due à d'importantes prises de contrôle provenant des États-Unis et à des bénéfices non répartis élevés. Ces deux facteurs se sont conjugués pour porter la part des investissements directs totaux des États-Unis à 72 %, en hausse par rapport à 65 % en 1993.

S'agissant des investissements directs canadiens à l'étranger, la hausse, freinée par une devise canadienne plus forte, a été plus diversifiée, portant la part des États-Unis à 52 % du total à la fin de 1999, le reste se dirigeant vers diverses régions.

La valeur des placements de portefeuille canadien à l'étranger atteint le quart de l'actif international

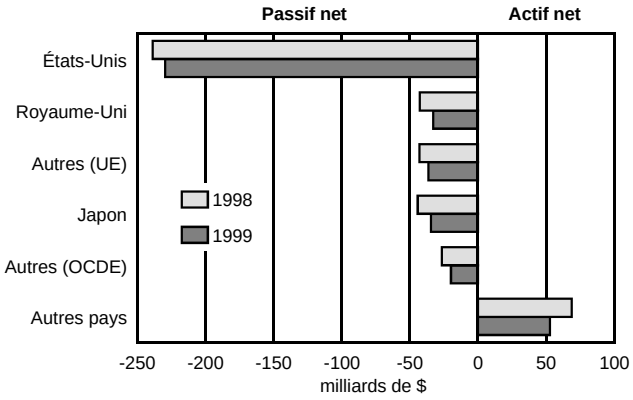
La valeur des placements de portefeuille à l'étranger des résidents canadiens, surtout par le biais des caisses de retraite et des fonds communs de placement, représente maintenant le quart de l'actif international du Canada, alors que ce pourcentage était de 15 % il y a dix ans. Cette valeur a augmenté de 14 % pour atteindre 164 milliards de dollars à la fin de 1999.

De très importants flux de capitaux pour l'achat d'actions étrangères expliquent cette augmentation car ils ont plus que compensé l'effet d'évaluation négatif de l'appréciation du dollar canadien.

La part des États-Unis en tant que créditeur net du Canada augmente encore

Les investisseurs américains ont continué d'augmenter leur part du passif international net du Canada, et ce, pour une huitième année consécutive. La part des États-Unis est passée d'un creux record de 34 % en 1991 à 76 % à la fin de 1999. Les pays de l'Union européenne sont les deuxièmes créanciers en importance du Canada (23 %).

Bilan des investissements internationaux, par zone géographique



Données stockées dans CANSIM: matrices 4180 à 4190, 4194 et 4195.

Le numéro de 1999 de la publication *Bilan des investissements internationaux du Canada* (67-202-XIB, 39 $) est maintenant en vente. Une version imprimée (67-202-XPB, 52 $) paraîtra bientôt. Voir *Pour commander les publications*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Christian Lajule au (613) 951-2062, Division de la balance des paiements et des flux financiers. □

Bilan de fin d'année des investissements internationaux du Canada

	1994	1995	1996	1997	1998	1999
	milliards de dollars					
Actif						
Investissements directs canadiens à l'étranger	146,3	161,2	180,6	209,7	246,3	257,4
Investissements de portefeuille						
Obligations étrangères	18,3	18,8	21,3	27,8	34,8	36,4
Actions étrangères	62,2	65,4	79,1	90,4	109,2	127,3
Autres investissements						
Prêts	30,8	43,2	49,1	71,3	60,6	56,1
Provisions	-12,0	-11,8	-11,4	-10,3	-10,8	-10,8
Dépôts	73,1	80,6	99,0	102,0	118,2	100,0
Réserves internationales	17,5	20,8	28,2	25,7	35,9	41,5
Autres actifs	58,0	59,0	55,2	63,3	65,8	55,8
Total de l'actif	394,3	437,2	501,2	580,0	660,0	663,7
Passif						
Investissements directs étrangers au Canada	154,6	168,2	180,4	197,9	219,2	240,0
Investissements de portefeuille						
Obligations canadiennes	316,9	341,0	355,7	367,4	406,8	393,0
Actions canadiennes	30,9	37,1	47,3	51,4	63,5	72,2
Effets du marché monétaire canadien	47,5	46,5	40,6	42,6	45,1	30,3
Autres investissements						
Emprunts	44,7	48,8	51,3	50,7	53,3	57,5
Dépôts	117,9	109,3	126,8	165,4	180,7	149,7
Autres passifs	17,6	18,3	17,3	18,7	17,7	21,3
Total du passif	730,0	769,2	819,4	894,0	986,3	964,0
Bilan net des investissements internationaux	-335,6	-332,0	-318,2	-314,0	-326,3	-300,3

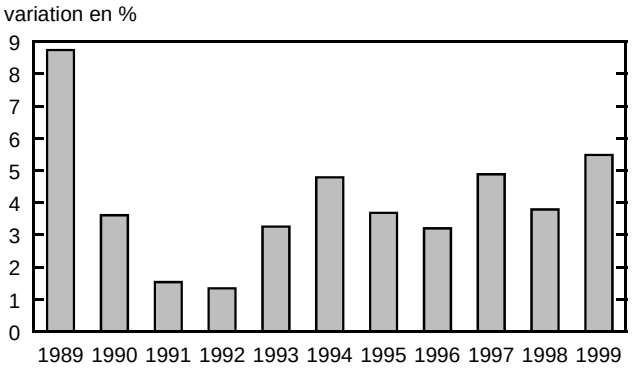
■

Comptes du bilan national

1999

La valeur nette nationale s'est accrue de 5,5 % en 1999 pour grimper à 3,0 billions de dollars, atteignant 96 800 $ par habitant. Il s'agit du taux de croissance le plus élevé en dix ans. Cette croissance s'explique par la hausse du patrimoine (richesse) national et une baisse prononcée de l'endettement net étranger du Canada (ce que nous devons aux étrangers moins ce qu'ils nous doivent).

Valeur nette nationale



Note aux lecteurs

Les comptes du bilan national sont des bilans des différents secteurs de l'économie. Ils se composent des actifs non financiers et d'engagements financiers. Le ***patrimoine (richesse) national*** *est la somme des actifs non financiers, c'est-à-dire les actifs produits, les terrains entourant les bâtiments et les terrains agricoles de tous les secteurs de l'économie. La* ***valeur nette nationale*** *est le patrimoine moins l'endettement envers les non-résidents (le bilan des investissements internationaux du Canada ou la dette internationale nette). Elle est également la somme de la valeur nette des secteurs des particuliers, des sociétés et des administrations publiques.*

Le présent communiqué incorpore une révision conceptuelle importante couvrant la période allant de 1961 à 1999. Le passif des administrations publiques et les actifs du secteur des particuliers sont révisés à la hausse de façon marquée pour tenir compte du traitement plus global de l'accumulation de l'épargne en ce qui concerne les régimes de retraite. Les régimes de retraite non autonomes parrainés par l'employeur des administrations fédérale et provinciale sont maintenant traités comme un passif des administrations publiques. Ces changements conceptuels se retrouveront aussi dans les comptes des revenus et dépenses ainsi que dans les comptes des flux financiers et seront publiés dans le communiqué du premier trimestre (incluant les révisions annuelles) qui paraîtra le 31 mai.

Une mesure de la richesse nationale qui comprend certains comptes de ressources naturelles est aussi disponible dans CANSIM, matrice 798. Cependant, ces données portent seulement sur la période se terminant en 1997 et ne sont pas analysées dans ce communiqué. Pour plus de renseignements concernant les ressources naturelles, consultez la publication Econnections *(16-505-GPF).*

Croissance plus forte du patrimoine national

Le patrimoine national a augmenté à un rythme plus élevé qu'en 1998, pour atteindre le niveau record de 3,3 billions de dollars, compte tenu de la croissance plus forte de l'activité économique intérieure en 1999. Cette progression s'explique par des flux de dépenses et des réévaluations d'actifs corporels comme les immeubles résidentiels, les automobiles, les terrains ainsi que les stocks et le capital fixe des sociétés.

La variation de la richesse a été généralisée, tous les actifs ayant enregistré une progression, mais à des taux de croissance variés. L'avance dans le secteur immobilier résidentiel (+5,0 %) est en accord avec l'activité élevée dans le marché des maisons neuves et celui de la revente en 1999. La croissance des biens durables de comsommation (+6,8 %) s'explique par la vigueur dans les dépenses de consommation concernant les biens de plus grande valeur, en particulier les automobiles et les articles ménagers.

Les autres composantes de la richesse se sont accrues à un rythme plus modéré. Seuls l'équipement et le matériel ainsi que les terrains agricoles ont enregistré des taux de croissance plus faibles qu'en 1998.

Le patrimoine national a augmenté de 5,1 % dans le secteur des particuliers, comparativement à 3,7 % dans le secteur des sociétés et à 1,7 % dans le secteur des administrations publiques.

La dette continue de s'accumuler, mais à un rythme moins rapide

Du point de vue financier, la dette totale sur le marché de crédit (effets à court terme, emprunts, hypothèques et obligations) a augmenté à un rythme légèrement moins rapide en 1999. Cela s'explique par une baisse générale de la demande des emprunts ainsi que par la baisse de la valeur de la dette en devises étrangères, qui reflète la forte hausse du dollar canadien vers la fin de l'année.

La dette nette des administrations publiques diminue

La dette nette de l'administration publique fédérale a diminué légèrement pour une troisième année consécutive, en accord avec les surplus enregistrés depuis 1997. La très faible augmentation de la dette sur les marchés du crédit en 1999 était quand même inférieure à l'augmentation des actifs financiers, qui

se composaient principalement d'actifs liquides et d'investissements dans les entreprises publiques.

La dette nette des autres niveaux de l'administration publique a aussi diminué d'un montant négligeable, reflétant une augmentation des surplus à l'échelon provincial ainsi qu'une diminution du déficit à l'échelon des administrations locales. L'augmentation de la dette provinciale auprès des marchés de crédit a été ralentie par une réévaluation à la baisse (en dollars canadiens) du passif en devises étrangères.

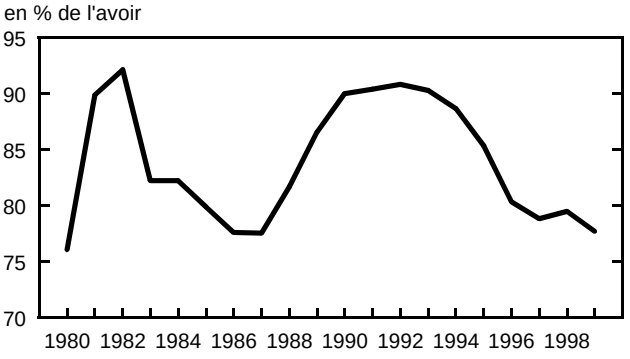
L'ensemble de la dette (nette) publique a augmenté à un rythme beaucoup plus faible que le produit intérieur brut pour une quatrième année d'affilée.

Le bilan des entreprises demeure en santé

Une forte amélioration des bénéfices des sociétés en 1999 ainsi qu'une hausse du prix des actions durant presque toute l'année ont permis aux entreprises de continuer à restructurer leurs bilans.

En ce qui concerne les sociétés privées non financières, le mouvement à la baisse du ratio de la dette par rapport à l'avoir des actionnaires a augmenté à nouveau. Les éléments qui expliquent ce phénomène en 1999 incluent le montant des émissions d'actions, la forte hausse des bénéfices réinvestis de même que la baisse de la demande de capitaux et l'impact positif du revirement du taux de change sur la dette émise en devises étrangères. Sur une base agrégée, ce ratio du levier financier est en déclin depuis plusieurs années.

Dette des sociétés



Nota: Dette des sociétés privées non financières auprès des marchés du crédit.

La valeur nette des ménages augmente malgré la hausse de l'endettement

Le niveau élevé des achats des ménages en 1999 s'est traduit par une activité de financement qui a amené le ratio du crédit à la consommation et de la dette hypothécaire par rapport au revenu disponible des particuliers à un nouveau sommet de 99,3 %.

Malgré tout, la valeur nette des ménages a augmenté plus rapidement qu'en 1998 (+5,0 %), étant donné que la hausse des actifs a été quatre fois plus importante que celle des engagements. Même avec une baisse du taux d'épargne en 1999, la hausse de la valeur des actifs des ménages s'est traduite par une augmentation de la valeur nette.

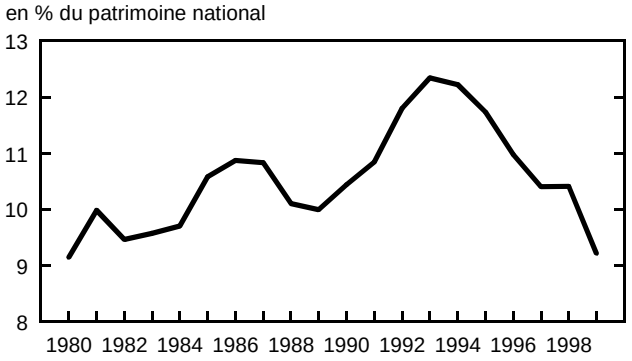
Forte baisse de la dette nette à l'étranger

Les Canadiens ont continué d'investir à l'étranger en 1999, mais à un rythme plus faible qu'en 1998. Les avoirs en actions et obligations, l'actif sous forme d'investissement direct et les actifs sous forme de réserves ont tous augmenté au cours de l'année.

Par contre, les engagements étrangers dans l'économie canadienne ont chuté en 1999. Des baisses importantes en ce qui concerne les avoirs des non-résidents en titres de dette négociables canadiens et en passif-dépôts des banques canadiennes ont plus que contrebalancé les hausses de l'investissement direct au Canada et les variations des autres comptes.

En conséquence, l'endettement net envers les non-résidents a fortement chuté (-7,9 %) en 1999 et a continué sa tendance à la baisse en proportion de la richesse nationale.

Dette nette internationale



Source: Bilan des investissements internationaux.

Données stockées dans CANSIM: matrices 700, 727, 745 à 747, 751, 753 à 777, 779 à 785, 787 à 795 et 798.

Un document analytique (13-214-PPB, 50 $) contenant les tableaux de 1996 à 1999 et des graphiques est maintenant en vente. Les personnes intéressées peuvent obtenir les données du bilan national sur disquette (13-214-XDB, 60 $). Pour plus de renseignements ou pour commander, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-3640, Division des comptes des revenus et dépenses.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Patrick O'Hagan au (613) 951-1798 ou avec Charles Wright au (613) 951-9044, Division de la balance des paiements et des flux financiers.

Valeur nette nationale

	1984	1994	1995	1996	1997	1998	1999	1997 à 1998	1998 à 1999
	milliards de $							var. en %	
Patrimoine national	1 592,3	2 746,3	2 831,3	2 897,7	3 019,4	3 134,2	3 262,0	3,8	4,1
- Dette nette extérieure	154,4	335,6	332,0	318,2	314,0	326,3	300,3	3,9	-7,9
= Valeur nette nationale	1 437,9	2 410,7	2 499,3	2 579,4	2 705,3	2 807,9	2 961,6	3,8	5,5
	$							var. en %	
Valeur nette nationale par habitant	55 900	82 600	84 700	86 500	89 800	92 500	96 800	3,0	4,6

■

AUTRES COMMUNIQUÉS

Assurance-emploi

Janvier 2000 (données provisoires)

En janvier, le nombre de Canadiens recevant des prestations ordinaires d'assurance-emploi a diminué de 3,6 % pour s'établir à 471 690, montrant quatre mois consécutifs de diminution. Ayant en tête le Yukon (-7,3 %) et l'Ontario (-6,7 %), la plupart des provinces et territoires ont enregistré une diminution mensuelle.

Au cours des dernières années, la majorité des provinces ont montré une tendance descendante de leur nombre de bénéficiaires ordinaires. L'Alberta a été une exception. Après des augmentations de janvier 1998 jusqu'au milieu de 1999, cette province a enregistré huit mois consécutifs de diminution, réduisant ainsi son nombre de bénéficiaires de un tiers au cours de cette période. À l'échelon national, comparativement à la même période de l'année précédente, le nombre de bénéficiaires ordinaires en janvier était inférieur de 8,6 %.

Nombre de bénéficiaires recevant des prestations ordinaires

	Janv. 2000[p]	Déc. 1999 à janv. 2000	Janv. 1999 à janv. 2000
	données désaisonnalisées		
			var. en %
Canada	**471 690**	**-3,6**	**-8,6**
Terre-Neuve	34 400	0,6	3,2
Île-du-Prince-Édouard	7 830	-3,1	-7,2
Nouvelle-Écosse	28 460	0,9	2,3
Nouveau-Brunswick	31 810	-3,4	-3,9
Québec	169 210	-1,7	-3,7
Ontario	92 570	-6,7	-16,8
Manitoba	13 150	1,5	-6,3
Saskatchewan	11 210	1,7	-10,0
Alberta	27 530	-4,1	-23,6
Colombie-Britannique	53 820	-5,1	-15,9
Yukon	890	-7,3	-16,8
Territoires du Nord-Ouest et Nunavut	1 160	-3,3	-2,5
	données non désaisonnalisées		
Territoires du Nord-Ouest	1 030	1,0	..
Nunavut	290	11,5	..

[p] *Données provisoires.*
.. *Nombres indisponibles.*

Le montant des prestations ordinaires versé a diminué de 8,0 % de décembre 1999 à janvier 2000 pour atteindre 599,6 millions de dollars pendant que le nombre de demandes reçues diminuait de 14,1 % pour atteindre 200 990.

Nota: Le nombre de bénéficiaires représente toutes les personnes qui reçoivent des prestations d'assurance-emploi durant la semaine comptant la quinzième journée du mois. Les prestations ordinaires versées représentent le montant total d'argent perçu durant tout le mois. Ces différentes périodes de référence doivent être prises en considération lorsque des comparaisons sont faites entre les séries. Tout en demeurant à l'intérieur des paramètres de la *Loi sur l'assurance-emploi*, les provinces ou les régions administratives de Développement des ressources humaines Canada possèdent une certaine autonomie dans l'application des procédures administratives touchant les demandes de renouvellement. Donc, les utilisateurs de données doivent prendre en considération que des mouvements dans les niveaux d'un mois à l'autre peuvent être attribuables à l'utilisation de procédures administratives différentes touchant les demandes de renouvellement d'une province ou d'une région à l'autre.

Les données annuelles sur le nombre d'employés qui ont contribué au programme d'assurance-emploi ainsi que le montant de leur contribution sont présentement disponibles pour 1998.

L'ajustement annuel pour la fête de Noël aux séries de données sur le nombre de semaines régulières payées, les prestations régulières versées et le nombre de réclamations reçues a été complété. Aucune révision aux données n'a résulté de cet ajustement annuel.

Statistiques sur l'assurance-emploi

	Janv. 1999	Déc. 1999	Janv. 2000	Déc. 1999 à janv. 2000	Janv. 1999 à janv. 2000
	données désaisonnalisées				
				var. en %	
Bénéficiaires ordinaires (en milliers)	516 350	489 220[p]	471 690[p]	-3,6	-8,6
Montant versé de prestations ordinaires (en millions de $)	671,3	651,9	599,6	-8,0	-10,7
Demandes reçues (en milliers)	233,5	234,1	201,0	-14,1	-13,9
	données non désaisonnalisées				
				var. en %	
Ensemble des bénéficiaires (en milliers)[1]	898,6	713,8[p]	838,8[p]	17,5	-6,7
Bénéficiaires ordinaires (en milliers)	701,5	523,6[p]	646,3[p]	23,4	-7,9
Demandes reçues (en milliers)	302,8	284,6	301,4	5,9	-0,5
Montant versé (en millions de $)	1 169,4	989,1	1 184,3	19,7	1,3
	données cumulatives				
			1999	2000	1999 à 2000
				var. en %	
Demandes reçues (en milliers)			302,8	301,4	-0,5
Montant versé (en millions de $)			1 169,4	1 184,3	1,3

[p] *Données provisoires.*
[1] *L'ensemble des bénéficiaires inclut tous les prestataires recevant des prestations de type ordinaire (par exemple, à la suite d'un licenciement) ou des prestations spéciales (par exemple, pour cause de maladie).*

Données stockées dans CANSIM: matrices 26 (série 1,6), 5700 à 5717, 5735 et 5736.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Robert Keay au (613) 951-4090 (*labour@statcan.ca*), Division des statistiques du travail. Télécopieur: (613) 951-4087. ■

Emploi, rémunération et heures de travail

Janvier 2000 (données provisoires)

En janvier, la rémunération hebdomadaire moyenne pour l'ensemble des salariés s'est établie à 618,85 $, en hausse de 1,60 $ par rapport à décembre 1999. Durant les 12 derniers mois, la rémunération hebdomadaire moyenne a augmenté de 2,0 %. Le rythme de la croissance de la rémunération hebdomadaire moyenne est demeurée légèrement en dessous de la croissance annuelle de l'Indice des prix à la consommation qui se situait à 2,3 % en janvier.

Les salariés rémunérés à l'heure ainsi que les employés ont obtenu de légères hausses de la rémunération hebdomadaire moyenne en janvier (+0,6 % et +0,3 % respectivement). La rémunération hebdomadaire moyenne des employés a augmenté de 3,2 % au cours des 12 derniers mois, alors que celle des salariés rémunérés à l'heure était en hausse de 2,3 % pour la même période. La hausse de la rémunération des salariés rémunérés à l'heure s'explique par une augmentation de 1,4 % de la rémunération horaire moyenne et une augmentation de 1,0 % des heures payées.

La moyenne des heures des salariés rémunérés à l'heure a augmenté de 0,2 heure en janvier pour se situer à 31,6 heures par semaine. Cette augmentation est attribuable en grande partie à une hausse des heures supplémentaires. La rémunération horaire moyenne des salariés rémunérés à l'heure a augmenté de 4 cents pour se situer à 15,58 $.

En janvier, le nombre de salariés inscrits sur les listes de paye était en hausse pour un cinquième mois consécutif. Les employeurs ont ajouté 27 000 nouveaux salariés sur leurs listes de paye, enregistrant des hausses significatives dans les mines, les industries manufacturières, la construction et le commerce de détail. À l'échelon provincial, le Québec, l'Ontario et l'Alberta ont enregistré les plus fortes hausses de l'emploi.

Nota: Statistique Canada a terminé l'inclusion des données administratives dans la production des estimations de l'emploi, de la rémunération et des heures de travail en mai 1998 (troisième phase du remaniement). Résultant de ce changement méthodologique, il se peut que les estimations de l'emploi mesurées à partir de données administratives montrent un modèle saisonnier différent de celui des données obtenues auparavant. Cela pourrait toucher la comparabilité des séries chronologiques sur l'emploi et la rémunération.

À partir des données de janvier 2001, les estimations de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail seront basées sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) plutôt que sur la Classification type des industries de 1980. Parallèlement, les séries chronologiques seront révisées pour refléter les niveaux de l'emploi et la rémunération de la Phase III, obtenus à la suite de l'augmentation de l'utilisation des données administratives basées sur le SCIAN. De plus, les facteurs saisonniers seront révisés afin d'améliorer

l'uniformité des estimations désaisonnalisées chronologiques. Pour plus de renseignements sur le SCIAN, consultez le site Web de Statistique Canada (*www.statcan.ca*) sous la rubrique *Concepts, définitions et méthodes* ou communiquez avec Jean Leduc au (613) 951-4090 (*labour@statcan.ca*), Division de la statistique du travail.

Données stockées dans CANSIM: matrice 4285 à 4466, 4493, 4494, 9438 à 9452, 9639 à 9664 et 9899 à 9911.

Des données détaillées par secteur ainsi que d'autres indicateurs du marché du travail seront disponibles en avril en tableaux standards dans la publication mensuelle *Emplois, gains et durée du travail* (72-002-XPB, 32 $ / 320 $). Les moyennes annuelles pour 1999 sont maintenant disponibles dans CANSIM ainsi que dans des tableaux faits sur demande à la Division de la statistique du travail. Voir *Pour commander les publications.*

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Jean Leduc au (613) 951-4090 (*labour@statcan.ca*), Division de la statistique du travail. Télécopieur: (613) 951-4087.

Rémunération hebdomadaire moyenne pour l'ensemble des salariés

Groupe industriel (Classification type des industries de 1980)	Janvier 1999	Décembre 1999[r]	Janvier 2000[p]	Décembre 1999 à janvier 2000	Janvier 1999 à janvier 2000
	données désaisonnalisées				
	$			var. en %	
Ensemble des secteurs	**606,62**	**617,25**	**618,85**	**0,3**	**2,0**
Exploitation forestière et services forestiers	744,48	800,12	794,46	-0,7	6,7
Mines, carrières et puits de pétrole	1 091,58	1 127,07	1 110,92	-1,4	1,8
Industries manufacturières	756,28	764,21	768,70	0,6	1,6
Construction	701,22	706,54	720,36	2,0	2,7
Transport et entreposage	742,46	744,11	748,66	0,6	0,8
Communication et autres services publics	803,80	816,34	816,13	0,0	1,5
Commerce de gros	661,63	664,71	663,27	-0,2	0,2
Commerce de détail	370,09	375,26	375,63	0,1	1,5
Intermédiaires financiers et assurances	799,40	810,17	818,74	1,1	2,4
Services immobiliers et agences d'assurances	648,74	639,56	644,49	0,8	-0,7
Services aux entreprises	696,73	704,92	709,96	0,7	1,9
Services d'enseignement et services connexes	654,30	669,75	669,28	-0,1	2,3
Services de santé et services sociaux	519,59	527,16	529,08	0,4	1,8
Hébergement et restauration	236,84	238,85	241,15	1,0	1,8
Administration publique	730,88	748,87	750,29	0,2	2,7
Services divers	410,06	414,90	416,31	0,3	1,5
Provinces et territoires					
Terre-Neuve	533,13	549,18	549,20	0,0	3,0
Île-du-Prince-Édouard	485,12	480,68	485,91	1,1	0,2
Nouvelle-Écosse	505,83	519,01	518,82	0,0	2,6
Nouveau-Brunswick	523,27	544,80	543,33	-0,3	3,8
Québec	569,19	576,85	578,06	0,2	1,6
Ontario	647,91	661,59	661,08	-0,1	2,0
Manitoba	543,17	550,46	552,87	0,4	1,8
Saskatchewan	543,13	545,43	551,04	1,0	1,5
Alberta	618,63	632,01	633,76	0,3	2,4
Colombie-Britannique	621,53	628,36	634,10	0,9	2,0
Yukon	645,59	710,67	698,84	-1,7	8,2
Territoires du Nord-Ouest et Nunavut	704,31	797,41	808,82	1,4	14,8

[r] *Données révisées.*
[p] *Données provisoires.*

Nombre de salariés

Groupe industriel (Classification type des industries de 1980)	Novembre 1999	Décembre 1999[r]	Janvier 2000[p]	Novembre à décembre 1999	Décembre 1999 à janvier 2000
	données désaisonnalisées				
	en milliers			var. en %	
Ensemble des secteurs	**11 954**	**11 993**	**12 020**	**0,3**	**0,2**
Exploitation forestière et services forestiers	66	67	68	1,5	1,5
Mines, carrières et puits de pétrole	140	142	146	1,4	2,8
Industries manufacturières	1 958	1 972	1 984	0,7	0,6
Construction	535	546	552	2,1	1,1
Transport et entreposage	503	510	512	1,4	0,4
Communication et autres services publics	390	389	388	-0,3	-0,3
Commerce de gros	783	793	787	1,3	-0,8
Commerce de détail	1 425	1 435	1 445	0,7	0,7
Intermédiaires financiers et assurances	523	526	529	0,6	0,6
Services immobiliers et agences d'assurances	196	198	197	1,0	-0,5
Services aux entreprises	898	918	915	2,2	-0,3
Services d'enseignement et services connexes	925	928	926	0,3	-0,2
Services de santé et services sociaux	1 222	1 222	1 222	0,0	0,0
Hébergement et restauration	857	861	867	0,5	0,7
Administration publique	679	679	680	0,0	0,1
Services divers	713	714	718	0,1	0,6
Provinces et territoires					
Terre-Neuve	156	156	155	0,0	-0,6
Île-du-Prince-Édouard	53	54	55	1,9	1,9
Nouvelle-Écosse	335	342	339	2,1	-0,9
Nouveau-Brunswick	270	270	270	0,0	0,0
Québec	2 829	2 846	2 856	0,6	0,4
Ontario	4 706	4 712	4 723	0,1	0,2
Manitoba	466	470	469	0,9	-0,2
Saskatchewan	357	360	360	0,8	0,0
Alberta	1 244	1 249	1 258	0,4	0,7
Colombie-Britannique	1 491	1 498	1 499	0,5	0,1
Yukon	16	16	16	0,0	0,0
Territoires du Nord-Ouest et Nunavut	27	27	27	0,0	0,0

[r] *Données révisées.*
[p] *Données provisoires.*

■

Production et écoulement des produits du tabac

Février 2000

Les ventes de cigarettes ont enregistré une forte remontée en février, après avoir reculé le mois précédent. La production a été relativement faible, demeurant au même niveau que celui de janvier, tandis que les stocks ont diminué.

En février, on a observé un regain dans les livraisons, qui ont atteint 4,0 milliards de cigarettes, en progression de 35 % par rapport à janvier et de 25 % comparativement aux livraisons de février 1999.

En février, la production de cigarettes a atteint 3,7 milliards d'unités. Bien que le niveau de production n'ait pas changé par rapport au mois précédent, il a été de 16 % inférieur au niveau enregistré en février 1999.

Les stocks ont diminué de 2 % pour s'établir à 4,1 milliards de cigarettes à la fin de février, ce qui correspond à une baisse de 18 % comparativement aux stocks de clôture de la même période l'année dernière.

Données stockées dans CANSIM: matrice 46.

Le numéro de février 2000 de *Production et disposition des produits du tabac* (32-022-XIB, 5 $ / 47 $) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les publications.*

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Peter Zylstra au (613) 951-3511 (*zylspet@statcan.ca*), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Enquête nationale sur la santé de la population

Les données du troisième cycle (1998-1999) de l'Enquête nationale sur la santé de la population (ENSP), composante ménages, sont maintenant disponibles. Plusieurs articles analytiques comportant des résultats détaillés seront diffusés le 31 mars dans *Rapports sur la santé*, hiver 1999 (82-003-XPB).

Les données de l'ENSP de 1996-1997 pour les Territoires du Nord-Ouest (frontières de 1996-1997) et le Yukon sont aussi disponibles. Sur demande, ces données peuvent être produites séparément pour les Territoires du Nord-Ouest (frontières actuelles) et le Nunavut.

Pour commander des totalisations spéciales, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-1746 (*hd-ds@statcan.ca*), Division des statistiques sur la santé. Télécopieur: (613) 951-0792.

Pour plus de renseignements sur l'ENSP, composante ménages, ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Mario Bédard au (613) 951-8933 (*mario.bedard@statcan.ca*). Pour en savoir davantage sur l'ENSP pour les territoires, communiquez avec Brent Diverty au (613) 951-4269 (*brent.diverty@statcan.ca*), Division des statistiques sur la santé. ■

Revue des céréales et des graines oléagineuses

Janvier 2000

Les données contenues dans le numéro de janvier de *La revue des céréales et des graines oléagineuses* sont maintenant disponibles. On y trouve des données sur la production, les stocks, les prix au comptant et à terme, les cultures, la transformation au Canada, les exportations et les livraisons des agriculteurs ainsi que des analyses de bilans céréaliers.

Le rapport de situation de février, qui présente un aperçu de la conjoncture actuelle du marché, tant au Canada qu'à l'étranger, figure également dans le numéro de janvier de la *Revue des céréales et des graines oléagineuses* (22-007-XPB, 15 $ / 149 $) qui paraîtra au début d'avril. Voir *Pour commander les publications*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Karen Gray au (204) 983-2856 (*karen.gray@statcan.ca*), Sous-section de la commercialisation du grain, Division de l'agriculture. ■

Stocks de viande congelée

Mars 2000

Au premier jour ouvrable de mars, 69 287 tonnes métriques de viande congelée reposaient dans les entrepôts frigorifiques, en hausse comparativement aux 61 241 tonnes du mois précédent et par rapport aux 59 306 tonnes d'un an auparavant.

Données stockées dans CANSIM: matrices 87 et 9518 à 9525.

Les données sur les stocks de viande congelée (23-009-XIF) sont disponibles sans frais dans le site Web de Statistique Canada (*www.statcan.ca*), sous les rubriques *Produits et services*, puis *Publications téléchargeables (gratuites)*.

Pour plus de renseignements, composez sans frais le 1 800 216-2299. Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Jamie Duffy au (613) 951-6356 (*duffjam@statcan.ca*) ou avec Robert Plourde au (613) 951-8716, Division de l'agriculture. ■

Voyages aériens entre le Canada et les États-Unis et à l'intérieur du Canada

1998 (données provisoires)

Les données sur l'origine et la destination des passagers aériens sont maintenant disponibles pour 1998. Les données représentent les passagers qui ont voyagé entre le Canada et les Etats-Unis et ceux qui ont voyagé à l'intérieur du Canada en prenant des vols réguliers offerts par les principaux transporteurs aériens.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Carol Gudz au (613) 951-0124, Centre des statistiques de l'aviation, Division des transports. ■

Estimations régionales des ventes du commerce de détail

1997

Il est maintenant possible d'obtenir les estimations régionales des ventes du commerce de détail et le nombre d'emplacements pour l'année 1997 selon les codes de la Classification type des industries (CTI 1980) et les codes postaux.

Dans le cas des secteurs de livraison urbains de la Société canadienne des postes, les estimations sont

offertes par région de tri d'acheminement correspondant aux trois premiers caractères du code postal. Les estimations pour les secteurs ruraux peuvent être obtenues pour les six caractères du code postal.

Dans ces secteurs géographiques, il est possible d'obtenir les estimations selon le type de détaillants. Les données sont produites au niveau de détail à deux et à trois chiffres de la classification, dans les limites des règles sur la confidentialité.

Pour obtenir des données ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec la Sous-section de la commercialisation et des services à la clientèle au (613) 951-3549 ou composez sans frais le 1 877 421-3067 (*detaillantsinfo@statcan.ca*), Division de la statistique du commerce. ■

Chargements ferroviaires

Période de sept jours se terminant le 14 mars 2000

La quantité de marchandises transportées en wagons complets (à l'exclusion du trafic intermodal) pendant la période de sept jours se terminant le 14 mars 2000 a augmenté de 17,2 % par rapport à la même période de l'année dernière, pour atteindre 5,3 millions de tonnes métriques. Le nombre de wagons chargés a augmenté de 17,0 %.

Les 408 000 tonnes métriques, dont le transport a été assuré par mode intermodal, ont été en hausse de 8,8 % par rapport à la même période en 1999. Le total cumulatif de l'année révèle une augmentation de 17,5 %.

L'ensemble du trafic a augmenté de 16,6 % pendant la période de référence. Le total cumulatif de l'année a atteint 54,5 millions de tonnes métriques, en hausse de 12,8 % par rapport à l'année précédente.

Toutes les données cumulatives ont été révisées.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Robert Larocque au (613) 951-2486 (*laroque@statcan.ca*), Division des transports. Télécopieur: (613) 951-0009. ■

NOUVELLES PARUTIONS

Production et disposition des produits du tabac, février 2000
Numéro au catalogue: 32-022-XIB
(Canada: 5$/47$).

Bilan des investissements internationaux du Canada, 1999
Numéro au catalogue: 67-202-XIB
(Canada: 39$).

Les prix n'incluent pas les taxes de vente.

Les numéros au catalogue se terminant par: -XIB ou -XIF représentent la version électronique en vente sur Internet, -XMB ou -XMF la version microfiche et -XPB ou -XPF, la version papier.

Pour commander les publications

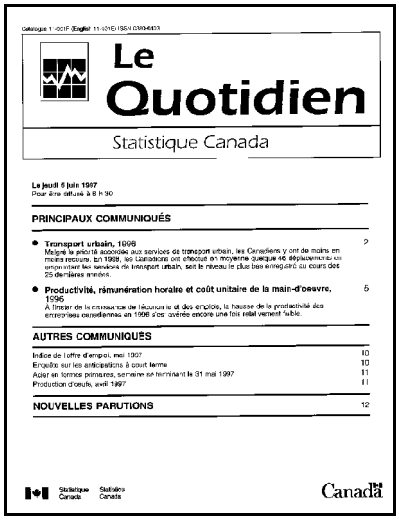
Pour commander les publications par téléphone:
Ayez en main: • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou de MasterCard.

Au Canada et aux États-Unis, composez:	**1 800 267-6677**
Pour les autres pays, composez:	**1 613 951-7277**
Pour envoyer votre commande par télécopieur:	**1 877 287-4369**
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte:	**1 800 700-1033**

Pour commander par la poste, écrivez à: Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet: écrivez à *order@statcan.ca* ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada *(www.statcan.ca),* sous les rubriques *Produits et services, Publications téléchargeables.*

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.


Le Quotidien
Statistique Canada

Le jeudi 6 juin 1997
Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** 2
Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 46 déplacements en empruntant les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5
À l'heure de la crisse sur de l'économie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 s'est avérée encore une fois relativement faible.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Indice de l'offre d'emploi, mai 1997 10
Enquête sur les anticipations à court terme 10
Aéroport terminal, semaine se terminant le 31 mai 1997 11
Production d'œufs, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 12

Statistique Canada Statistics Canada
Canada

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001F.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse *http://www.statcan.ca*. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez: subscribe quotidien prénom et nom.

Rédactrice: Julie Bélanger (613) 951-1187, belajul@statcan.ca
Chef de la Diffusion officielle: Dan Smythe (613) 951-1088, smytdan@statcan.ca

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2000. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source: Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire: Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001F au catalogue, date et numéros de page.